

## Conférence Climat Atteindre les objectifs de l'Accord de Paris: un leurre?

**Du 6 au 18 novembre dernier s'est tenue à Bonn la conférence mondiale sur le climat, la COP 23, sous la présidence fidjienne. C'est la première fois dans l'histoire des COP climatiques qu'un pays insulaire en est l'organisateur. Cela a-t-il permis de réelles avancées?**

Le contexte dans lequel la COP a démarré n'était vraiment pas favorable: catastrophes climatiques extrêmes à répétition, hausse record des températures, scepticisme par rapport à l'accord de Paris... De plus, un rapport retentissant du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'«*UNEP gap report*», paru en octobre (juste avant la COP donc), indique clairement que nous ne sommes pas sur la bonne voie pour contrer le réchauffement climatique. En effet, ce rapport montre que si on additionne tous les différents plans nationaux sur le climat, la limite des deux degrés de réchauffement est lar-

gement franchie. En bref, au niveau mondial, nous ne réaliserions que le tiers de l'effort à fournir si nous nous tenions aux engagements actuels. Quelques lueurs d'espoir néanmoins dans cette brume: de 2014 à 2016, les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> ont stagné. Nous avons peut-être atteint un plateau avant une inversion de la courbe des émissions, qui n'a fait que croître jusqu'en 2014. Deuxième lueur d'espoir: le boom mondial des énergies renouvelables est en progression constante ces dernières années.

### Les déceptions

À l'issue de la COP, certains se sont plaint de son aspect trop technique et peu politique. En fait, on le savait à l'avance. L'explication est très simple: les agendas de travail sur les dossiers cruciaux pour lutter contre le réchauffement climatique (concrétisation de l'Accord de Paris par un texte de mise en œuvre, révision des ambitions, définition du financement climat...) visent

l'année 2018. Du coup, cette conférence était transitoire, entre la COP 21 de Paris qui a été cruciale, et la future COP 24 de Katowice en Pologne pour laquelle les attentes sont très élevées.

Une des grandes frustrations concerne le peu d'avancées sur la solidarité Nord-Sud, notamment financière. La rivalité Nord-Sud a refait surface dès les premiers jours de la COP. Une des raisons étant justement la publication du rapport mentionné plus haut, qui montre le peu d'ambition actuelle des pays riches. Ainsi, le dossier «pertes et dommages», devant permettre l'aide aux pays déjà touchés par la multiplication des catastrophes climatiques, n'a pas avancé significativement. En effet, le consensus trouvé à l'issue de toutes les négociations a débouché simplement sur la création d'un «dialogue d'experts» au niveau international, afin de commencer à explorer le sujet. Idem concernant le dossier du Fonds pour l'adaptation, destiné à aider les pays en voie de développement à s'adapter aux changements climatiques. Ce dossier, considéré comme très important depuis la COP de Paris, illustre la lenteur des négociations. En effet, après deux ans de dialogue, on a seulement confirmé l'avenir de ce Fonds, mais la décision définitive ne sera prise qu'en 2018, lors de la COP 24...

Une autre grande déception est la mollesse des réponses des États à la question cruciale de l'ambition. Pour espérer limiter l'emballement du climat, les pays doivent impérativement engager une transition juste vers une économie décarbonée. On en est loin. À titre d'illustration, 40 % de l'électricité mondiale provient toujours du charbon à l'heure actuelle.

La COP 23 a aussi souffert d'un manque de leadership que la venue, le 15



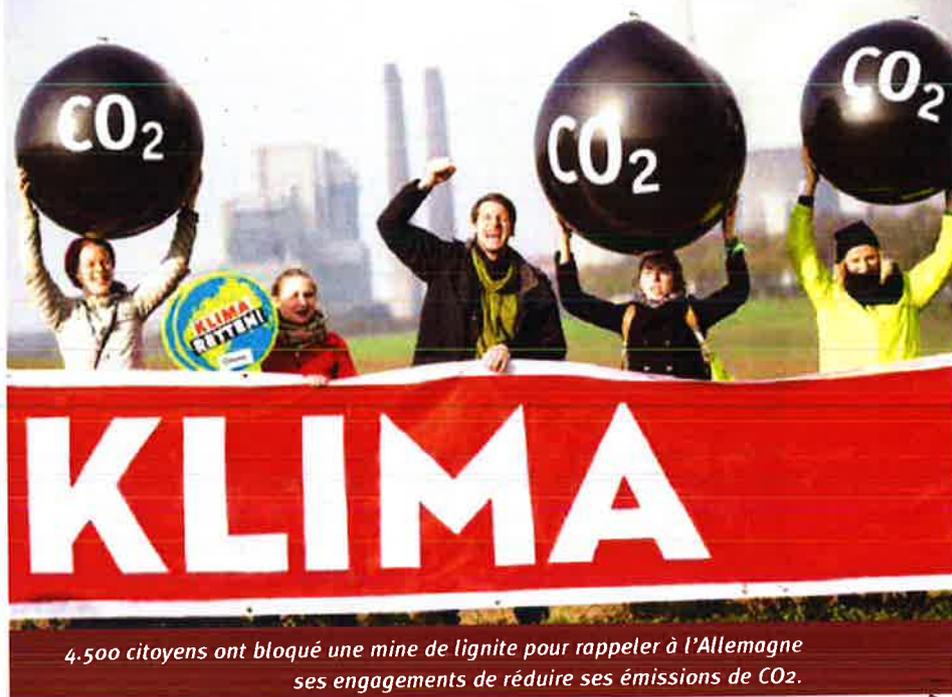
novembre, d'Emmanuel Macron et d'Angela Merkel n'a pas suffi à raviver.

### Les avancées

Malgré tout, une série d'avancées, plus ou moins importantes, ont jalonné cette COP. Un programme de travail permanent sur l'agriculture, discuté depuis des années sans parvenir à une décision, a enfin vu le jour. Ceci est important car l'agriculture représente le second secteur le plus émetteur de gaz à effet de serre de la planète. De plus, les modalités de préparation des plans d'adaptation ont été précisées, ce qui amène plus de clarté pour la mise en œuvre des stratégies d'adaptation. Une plateforme de dialogue avec les communautés locales et les peuples indigènes a été créée. Un plan d'action pour toutes les questions liées au genre a aussi émergé.

L'ambition, on l'a dit, est trop faible pour l'instant. La bonne nouvelle à ce niveau-là est la création d'un dialogue de facilitation, rebaptisé «dialogue de Talanoa» (qui signifie «participation», en fidjien). C'est probablement le résultat le plus important à retenir de cette COP 23. En quoi consiste-t-il? Il s'agit d'un processus de dialogue international pour parvenir à un consensus mondial sur le besoin de réviser à la hausse les ambitions. À la base, il était simplement prévu dans l'Accord de Paris que le dialogue de facilitation se limiterait à une journée ministérielle pendant la COP 24 pour faire le point sur l'état des lieux des émissions des uns et des autres, et du rehaussement des ambitions. Le «dialogue de Talanoa» va beaucoup plus loin. En effet, il possède le même objectif que le dialogue de facilitation, mais il aura lieu de façon permanente, dès janvier prochain jusqu'à la COP 24 de décembre 2018. De plus, il a été décidé que l'initiative soit prolongée en 2019 en prévision de la COP 25. Ce «dialogue de Talanoa», participatif et inclusif, affiche la volonté d'associer l'ensemble des parties prenantes et d'entendre toutes les préoccupations afin d'en tirer le meilleur. Un beau programme sur le papier. Sa concrétisation commencera dès janvier

© Bund - Friends of the Earth Germany



4.500 citoyens ont bloqué une mine de lignite pour rappeler à l'Allemagne ses engagements de réduire ses émissions de CO<sub>2</sub>.

prochain. Nous suivrons cela de très près.

Une surprise est arrivée aux cours de ces deux semaines. À l'initiative du Canada et du Royaume-Uni, un appel à sortir du charbon a retenti. Cette alliance - la Coalition pour la sortie du charbon - comprend déjà une vingtaine d'États. L'idée est qu'une cinquantaine de pays la rejoigne avant la COP 24, afin de mettre une grosse pression sur cette dernière, qui devrait aboutir à des résultats concrets et ambitieux. Le rapport du PNUE mentionné dans le début de cet article est très clair: pour avoir une chance sérieuse de rester dans une trajectoire compatible avec l'objectif des deux degrés, il faut que l'ensemble des pays de l'OCDE renonce au charbon à l'horizon 2030, et le reste du monde en 2050. Il est à noter qu'aucun grand pays charbonnier ne fait partie pour l'instant de cette alliance. La Belgique a eu très facile par contre de s'y rallier. Cela fait des années que nous ne produisons plus d'électricité à partir du charbon...

En tant que syndicat membre de la Confédération syndicale internationale (CSI), nous avons mis l'accent sur la nécessité d'une transition juste pour les

travailleurs et les communautés impactées par le changement climatique. Il faudrait selon nous que tous les plans Climat nationaux intègrent cette dimension, en s'engageant à instaurer des règles pour garantir de bonnes conditions de travail et en renforçant la protection sociale des travailleurs. Le soutien sur cet enjeu est grandissant dans le monde.

«Le soutien aux politiques de transition juste est désormais visible et ferme parmi toutes les parties prenantes aux questions climatiques – des groupes d'écologistes aux entreprises, des gouvernements régionaux aux autorités nationales», a déclaré Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI. En accordant de l'importance à un pacte social qui nous guide vers des économies pauvres en carbone, nous pouvons revoir nos ambitions à la hausse plus rapidement, en adéquation avec ce que dit la science.»

En conclusion, ce fut une COP technique, oui, mais des avancées relativement importantes ont été acquises. Maintenant, le cap est sur la COP 24, avec l'objectif de garantir une transition juste partout dans le monde.

| François Sana |

